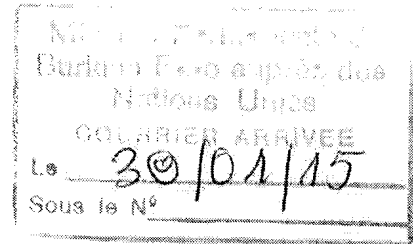


# United Nations Nations Unies

HEADQUARTERS • SIEGE NEW YORK, NY 10017

TEL: 1 (212) 963.1234 • FAX: 1 (212) 963.4879

REFERENCE: SCA/2/15(2)



Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments aux Missions permanentes des États Membres et des États non membres de l'Organisation et a l'honneur de se référer à un poste vacant de médiateur à pourvoir pour le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) concernant Al-Qaida et les personnes et entités qui lui sont associées.

Le Bureau du Médiateur a été créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité. Le Médiateur a pour tâche de recevoir et d'examiner des demandes de radiation de la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida établie par le Conseil de sécurité (y compris des requêtes émanant de personnes, groupes, entreprises ou entités visée) et de formuler, en se fondant sur une analyse de l'ensemble des informations disponibles et des observations du Médiateur, des recommandations quant à l'opportunité de maintenir ou non l'inscription du requérant sur la Liste. Il doit aussi élaborer des règles, des procédures et des normes cohérentes, selon que de besoin, aux fins de l'examen des requêtes.

Le Médiateur entretient des contacts avec les requérants, les États Membres et les organismes compétents dans l'exercice des fonctions du Bureau et est appelé à travailler en étroite collaboration avec le Comité des sanctions contre Al-Qaida et son Président, ainsi qu'avec l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions.

Le Médiateur est en poste au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York mais il est amené à voyager régulièrement afin d'établir un dialogue avec les requérants et d'autres interlocuteurs. Ses principales fonctions sont les suivantes :

- Recevoir et examiner les demandes de radiation présentées par des personnes ou entités inscrites sur la liste du Comité des sanctions contre Al-Qaida;
- Nouer des contacts avec les États Membres afin d'obtenir les renseignements voulus pour l'analyse des demandes de radiation;
- Effectuer des recherches de manière autonome afin de trouver des informations utiles pour l'examen des demandes de radiation;
- Se concerter avec les États Membres et l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions, s'il y a lieu, au sujet des informations recueillies;
- Établir un rapport circonstancié comprenant une recommandation quant à l'opportunité de maintenir ou non la personne ou l'entité désignée sur la Liste des sanctions relatives à Al-Qaida;
- Établir et présenter au Conseil de sécurité des rapports semestriels sur les activités et le fonctionnement du dispositif de médiation, y compris les moyens de faire en sorte que les procédures d'inscription des personnes ou entités sur les listes de sanctions et de radiation de ces listes soient équitables et transparentes;
- Exécuter toute autre tâche prescrite par le Conseil de sécurité.

On trouvera de plus amples informations sur les tâches et les procédures du Bureau du Médiateur à l'annexe II de la résolution 2161 (2014) du Conseil de sécurité.

Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies recherche un candidat remplissant les conditions suivantes :

- Au moins 15 années d'expérience du type de fonction considéré, acquise à des niveaux de responsabilité de plus en plus élevés en tant que praticien ou juge dans le contexte du droit pénal international ou des dispositifs juridiques nationaux et internationaux de lutte contre le terrorisme;
- Expérience de la rédaction d'avis juridiques, d'arrêts ou de jugements;
- Intégrité personnelle et professionnelle impeccable, alliée à une aptitude confirmée à traiter les informations sensibles ou confidentielles comme il convient;
- Grande aptitude à convaincre et sens diplomatique et politique aigu, alliés à des états de service démontrant des résultats positifs obtenus dans un environnement politique et multiculturel complexe avec divers intervenants;
- Bonne connaissance du système des Nations Unies et des mécanismes connexes, y compris les pratiques et méthodes de travail du Conseil de sécurité et du Bureau du Médiateur.

L'anglais et le français sont les langues de travail du Secrétariat de l'ONU. Pour ce poste, la maîtrise de l'anglais est exigée. La connaissance d'une autre langue officielle de l'ONU est un atout.

Afin de pouvoir élargir le choix des candidats à ce poste, le Secrétariat accueillera avec plaisir toute candidature qui viendra s'ajouter aux recherches et consultations du Secrétaire général. Il privilégiera en particulier la candidature de femmes.

Le curriculum vitae de tous les candidats, accompagné de leurs coordonnées, doit être envoyé le 28 février 2015 au plus tard au Service du secrétariat des organes subsidiaires du Conseil de sécurité, et plus précisément à la Division des affaires du Conseil de sécurité du Département des affaires politiques de l'Organisation des Nations Unies, à l'adresse suivante : [expertsroster@un.org](mailto:expertsroster@un.org). Toute demande d'information complémentaire doit être adressée à : M. Kiho Cha ([cha@un.org](mailto:cha@un.org)) ou Mme. Leah Campbell ([campbell@un.org](mailto:campbell@un.org)).

Conformément à la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité, le candidat retenu sera nommé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en étroite consultation avec le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) concernant Al-Qaida et les personnes et entités qui lui sont associées.

Le 26 janvier 2015

T. C. H.